

Le retour des Italiens, le développement du négoce et de l'innovation sortent le Tessin de la crise

Les banques de Lugano vont mieux

« ANDRÉE-MARIE DUSSAULT, LUGANO »

Place financière » Les dix dernières années ont été particulièrement difficiles pour la place financière de Lugano. Le troisième centre d'affaires du pays après Zurich et Genève a été mis à rude épreuve par la crise financière, la fin du secret bancaire, les amnisties fiscales italiennes, les nouvelles réglementations, la persistance de la conjoncture défavorable dans la Péninsule voisine, et enfin, celle sur le gâteau, la fermeture l'an dernier de la BSI, sa banque phare...

En dix ans, un poste de travail sur quatre a été supprimé, passant de 7600 en 2007 à 5655 l'an dernier. En 2017 encore, 240 postes de travail à temps plein ont été supprimés (298 l'étaient en 2016).

Une véritable « hemorrhagie », selon Natalia Ferrara, directrice de la section tessinoise de l'Association suisse des employés de banque (ASEB). Parallèlement, le taux de syndicalisation a explosé, les effectifs de l'ASEB passant, en deux ans, de 573 à 947 membres. A Lugano, les rentrées fiscales provenant des salariés du secteur ont chuté de 80% entre 2007 et 2017, de 60 millions de francs à quelque 12 millions.

Les Italiens reviennent Malgré tout, la place tessinoise ne se porte pas mal, en matière d'avoirs sous gestion, soutient Alberto Petruzzella, président de l'Association bancaire tessinoise, même si elle s'est redimensionnée.

Il cite une récente enquête qualitative du Centre de recherches conjoncturelles de



La place financière de Lugano, la troisième en importance après Zurich et Genève, a été mise à rude épreuve ces dernières années. Keystone

l'EPFZ (KOF) montrant que ces avoirs ont augmenté dans 67% des banques au dernier trimestre, et pour 32% d'entre elles, il est demeuré stable. Il rappelle aussi que la BSI – rachetée par la banque brésilienne BTG Pactual en 2014, puis par le groupe bancaire EFG International, à Zurich, en 2016 – n'a pas « disparu ». Elle a été intégrée au groupe zurichois et est aujourd'hui l'un des plus grands employeurs du secteur au Tessin. Il admet toutefois que parmi les 450 emplois qui disparaîtront ces prochaines années, plusieurs sont au sud des Alpes.

Intelligence artificielle

Alberto Petruzzella ajoute que la place tessinoise s'est énormément développée dans le négoce de matières premières ces dernières années. Le canton est également bien équipé pour relever les défis de la numérisation et des technologies financières, avec

des institutions de premier plan. « Ce n'est pas pour rien qu'UBS ouvre cette année un centre d'intelligence artificielle ici qui créera 80 emplois. » Quant à l'accès au marché italien pour les banques suisses, il demeure une priorité. « Nous demandons à Berne d'exiger de l'Italie qu'elle maintienne ses promesses quant à cet accès. »

Même optimisme quant au futur chez René Chopard, directeur sortant du Centre d'études bancaires à Lugano. Le Tessin restera la troisième place financière de Suisse, mais avec des caractéristiques différentes, considère-t-il. « Pour les grands

puis 2001, il a fait face à huit amnisties fiscales italiennes. « Cela lui a permis de développer des compétences grâce auxquelles il a maintenu la grande majorité de ses actifs sous gestion sur le territoire cantonal, tout en le préparant à l'échange automatique de renseignements financiers à des fins fiscales. »

En dix ans, un poste de travail sur quatre a été supprimé

« Les banques ont tenu le coup. Ce sont les fiduciaires et tout le parabancaire (gerants indépendants notamment, ndlr) qui vivaient de l'évasion fiscale italienne qui ont souffert », observe Paolo Bernasconi, avocat actif à Lugano depuis quatre décennies, qui estime que les banques de Lugano et Chiasso ont perdu près de 40% de leurs avoirs sous gestion depuis 2000, à cause des amnisties. « Entre-temps, les apports ont repris. Ils émanent d'anciens clients, désabusés par l'incertitude politique », poursuit l'homme de loi.

Les nouvelles réglementations antiblanchiment qui entrent en vigueur en 2020 représentent certes des coûts importants pour les banques, mais elles les rendront plus attractives, estime-t-il. « Notre populiste, qui met des bâtons dans les roues aux entrepreneurs étrangers qui veulent investir ici. » L'accès au marché financier italien? « Il ne deviendra jamais réalité. Les banques italiennes se battent contre la concurrence suisse. »

Le Tessin en avance

Il rappelle que le Tessin a été confronté au défi de la transparence fiscale des avoirs étrangers avant le reste de la Suisse. De-